**LE JOUR, 1950
27 JANVIER 1950**

PROPOS SUR LA POLITIQUE JORDANIENNE

Le Gouvernement royal jordanien hachémite dans un communiqué spécial “attire l’attention”, sur la nécessité pour lui de conserver des forces armées britanniques sur son territoire. Il invoque l’alinéa “b” de l’article 1er du traité anglo-jordanien de 1948 qui prévoit “le cas de guerre ou de menace de guerre”.

“C’est l’application de ce texte que le Gouvernement a demandée, dit le communiqué, se trouvant dans le cas prévu ...”

Pour le Gouvernement royal jordanien hachémite, on se trouverait donc devant le cas de guerre ou d’état de guerre.

Ce langage vise-t-il Israël ? On a l’impression que la Jordanie est maintenant en meilleurs termes avec Israël qu’avec les Arabes, (le roi de Jordanie n’a jamais espéré compter parmi ses loyaux sujets les cent mille juifs qui sont citoyens de Jérusalem).

Mais envisagé en dehors d’Israël, le cas de guerre ou d’état de guerre doit intéresser autant que la Jordanie tous les pays qui sont ses voisins plus ou moins immédiats.

Si donc le Liban était devant le même péril, ou s’il y croyait, il serait légitime pour lui de faire appel à des troupes étrangères (de la nationalité qu’on voudra) pour les poster par exemple à Nakoura.

Qu’on remarque bien que nous ne critiquons pas ici le traité que la Jordanie a signé avec l’Angleterre. Ce que nous critiquons c’est l’attitude jordanienne qui prétend faire croire que les hachémites sont les champions de la cause et de l’indépendance arabes. Il y a là une de ces illusions qu’il est temps que les Arabes dissipent, s’ils ne veulent pas se noyer dans les projets hachémites et se perdre.

Notre radio qui nous donne, si souvent, en tête des nouvelles, celles d’Amman, pourrait donner utilement la priorité à une autre métropole. Il y a là une sorte de complaisance que nous comprenons mal, un manque d’esprit critique ou une manière d’endurcissement dans de vieux préjugés ; à moins que ce ne soit après tout qu’une mauvaise habitude.

Qu’on nous dise d’abord ce qui se passe au Caire, ou qu’on nous renseigne sur le sort de Jérusalem ; et qu’Amman cesse d’être pour le Liban, le point de départ de l’information universelle.

Nous concluons en revendiquant pour tous les pays arabes les libertés que le Gouvernement royal jordanien hachémite s’attribue unilatéralement. Car, tous les pays arabes redoutent la guerre, et tous désormais, croient comme la Jordanie à l’interdépendance des nations.